

Bruxelles, le 30.11.2016
C(2016) 7738 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

**relative au programme d'action annuel 2016, troisième partie, en faveur du Burkina
Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

relative au programme d'action annuel 2016, troisième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020³, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: i) la gouvernance ; ii) la santé et iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau.
- (2) Le programme d'action annuel 2016, troisième partie, financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁴ vise à contribuer principalement à la priorité (ii) mentionnée dans le considérant (1) ci-dessus. Le programme d'action annuel 2016, première et deuxième parties, financé au titre du 11^e FED vise à contribuer principalement aux priorités (i), (ii) et (iii) mentionnés dans le considérant (1) ci-dessus. Le programme d'action annuel 2016, première partie, inclut une action intitulée «Programme d'appui à la politique sectorielle santé II», et une action intitulée «Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)». Le programme d'action annuel 2016, deuxième partie, inclut l'action intitulée «Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA)»
- (3) L'action intitulée «Contrat de bonne gouvernance et de développement – Burkina Faso» vise principalement la promotion d'un développement économique et social en consolidant la gouvernance dans la mise en œuvre des politiques publiques au Burkina Faso. Elle sera mise en œuvre en gestion directe (appui budgétaire «contrat de bonne gouvernance et de développement»), et en gestion indirecte avec le pays partenaire pour l'appui complémentaire.
- (4) L'action intitulée «Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience au Burkina Faso (PASANAD)» vise

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3497 du 3.6.2014

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

principalement à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, notamment les plus vulnérables, et à renforcer leur résilience. Elle sera mise en œuvre en gestion directe (appui budgétaire «contrat de réformes sectorielles» et appels à propositions pour une partie de l'appui complémentaire), et en gestion indirecte avec le pays partenaire pour une autre partie de l'appui complémentaire.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe II (section 5.4.1).
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans les annexes de la présente décision.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente décision», afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2016 (troisième partie) en faveur de la République du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1 : Contrat de bonne gouvernance et de développement – Burkina Faso
- Annexe 2 : Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience au Burkina Faso (PASANAD)

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 253 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans les annexes sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 30.11.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission